

DÉCLASSEMENT DES INB N^{os} 36 ET 79

INSTITUTION DE DE SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Fabrice DUFOUR
ASN – Division de Lyon

SOMMAIRE

- 1. Procédure de déclassement et institution de servitudes d'une INB**
- 2. Point de vue de l'ASN sur le dossier transmis par le CEA**

DÉCLASSEMENT « SIMPLE » D'UNE INB:

R.593-73 CE

Exploitant



Dossier de déclasserment



Procédure de déclasserment

Instruction ASN:



Avis des communes
Avis de la CLI
Avis de la préfecture

1^{er} passage collègue

Consultation public (~1 mois)

2^{ième} passage collègue

Décision ⇒ homologation

Autorisation de déclasserment d'une INB

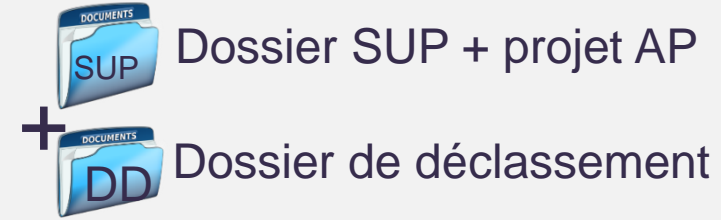
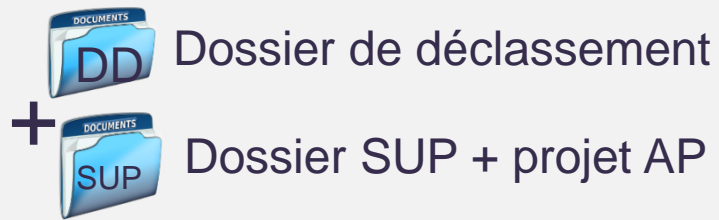
DÉCLASSEMENT D'UNE INB AVEC SERVITUDES : 2 PROCÉDURES

§IV R.593-73 CE

R.593-81 à 83 CE

R.593-73 CE

Exploitant

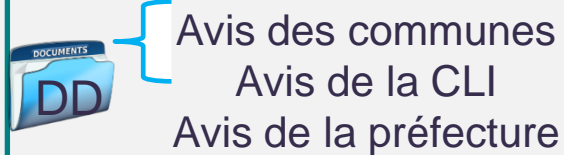


Procédure de déclasserement

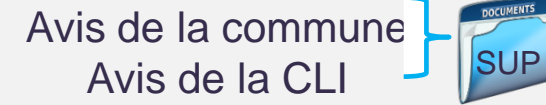
Procédure de SUP

Autorisation de déclasserement d'une INB

Instruction ASN:



Instruction préfecture:



1^{er} passage collègue
Consultation public

Commissaire enquêteur:
enquête publique (rapport)

2^{ème} passage collègue
Décision
homologation

DREAL:
Passage CODERST
Avis ASN
AP de SUP

Les servitude d'utilité publique

Art. R. 593-82.

Les SUP sont instituées selon la procédure prévue par les dispositions des articles

R. 515-31-1 à R. 515-31-7 ou R. 515-91 à R. 515-97 du CE.

Pour leur application aux SUP régies par la présente section, les références à l'exploitant sont substituées aux références, contenues dans ces articles, au demandeur de l'autorisation.

Outre les personnes mentionnées aux articles R. 515-31-1 et R. 515-91, **l'ASN peut demander l'institution de telles servitudes.**

Outre les personnes mentionnées à l'article R. 515-31-4 et au quatrième alinéa du III de l'article R. 515-93,

la commission locale d'information est consultée dans les mêmes conditions.

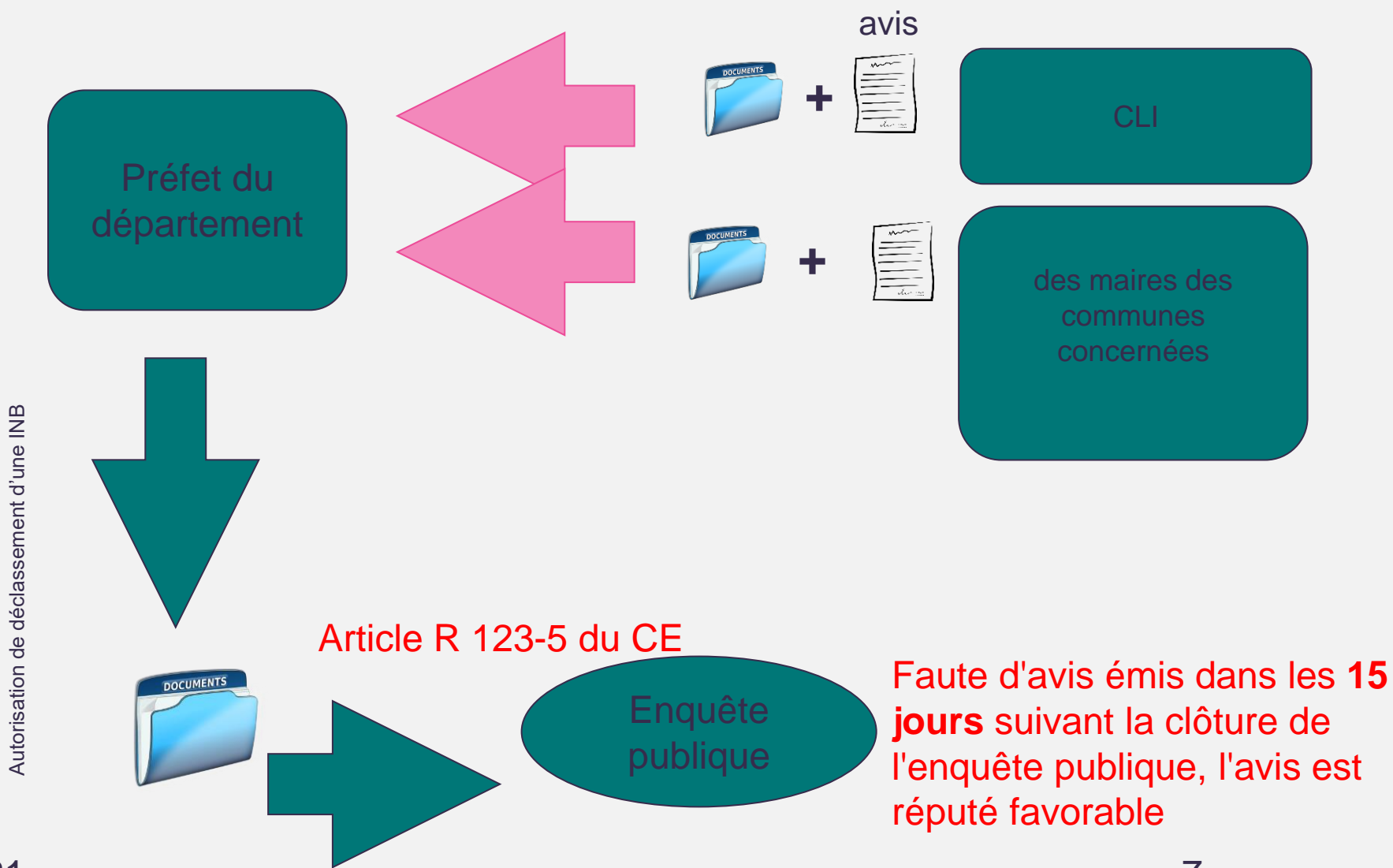
- Les servitude d'utilité publique

Autorisation de déclassement d'une INB



Faute d'avis émis dans le délai **de 3 mois**, l'avis est réputé favorable.

- Les servitude d'utilité publique



EXEMPLES DE PRESCRIPTIONS RELATIVES AU PROJET DE L'AP DE SERVITUDES

Prescriptions relatives à l'usage des sols:

- limité à des usages industriels,
- interdiction d'utiliser certaines parcelles pour une activité recevant du public
- analyse en préalable à tous travaux (excavation de terres)
- gestion de ces terres dans les filières agréées

Prescriptions relatives à l'usage des eaux souterraines:

- tout nouvel usage de prélèvement des eaux souterraines est interdit
- les eaux souterraines prélevées au droit de ces parcelles exclusivement réservées à un usage industriel

Surveillance des eaux souterraines par des piézomètres

2. POINT DE VUE DE L'ASN SUR LE DOSSIER TRANSMIS PAR LE CEA

Sur la base de ses inspections et de l'analyse de la demande du CEA, l'ASN considère que :

- les opérations de démantèlement et d'assainissement des INB n^{os} 36 et 79 ont été menées à leur terme dans le respect des dispositions applicables
- l'impact radiologique résiduel du site pour les différents scénarios d'usage considérés est faible et bien inférieur à la limite de dose pour le public (code de la santé publique)
- en présence d'une contamination chimique résiduelle du sol, l'institution de servitudes d'utilité publique permettra :
 - de garantir que l'usage futur du sol et des eaux souterraines restera compatible avec l'état du site
 - d'encadrer le maintien des modalités de surveillance des eaux souterraines

